



Blanquer rappelle que "la règle reste celle d'aller à l'école" jeudi et vendredi

Par Challenges.fr le 16.12.2020 à 07h26

"Ubuesque", "ridicule": la suggestion faite mardi par Jean Castex de ne pas envoyer les enfants à l'école ce jeudi et ce vendredi pour limiter les risques de contamination à Noël a suscité les critiques des parents, enseignants et syndicats qui ont dénoncé une "demi-mesure". Interrogé sur RTL, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer a par la suite rappelé que "la règle reste celle d'aller à l'école" jeudi et vendredi.



"La règle reste celle d'aller à l'école" jeudi et vendredi, a rappelé Jean-Michel Blanquer interrogé mardi sur RTL

AFP/Archives - Alain JOCARD

"Ubuesque", "ridicule": la suggestion faite mardi par Jean Castex de ne pas envoyer les enfants à l'école ce jeudi et ce vendredi pour limiter les risques de contamination à Noël a suscité les critiques des parents, enseignants et syndicats qui ont dénoncé une "demi-mesure".

Cette recommandation de dernière minute du Premier ministre pour les écoles, collèges et lycées est directement tirée des recommandations du Conseil scientifique chargé d'éclairer le gouvernement pour la gestion de la crise sanitaire.

Pour limiter le risque d'une troisième vague de Covid-19 en janvier, ce Conseil a suggéré lundi dans une note un "autoconfinement" d'une semaine à tous ceux qui souhaitent passer des fêtes en famille, assortis de tests avant les soirées de réveillon. Une note en ce sens devait être adressée mardi aux recteurs.

Reprise par Jean Castex, la recommandation a pris par surprise parents, enseignants et syndicats qui regrettent de "ne plus rien y comprendre".

"Depuis le mois de septembre, on nous dit que les enfants ne sont pas contaminants et là, finalement, cela revient à dire qu'il y a un risque que les enfants puissent contaminer", a réagi Guislaine David, cosécétaire générale du Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire.

Pour Florence Delannoy, secrétaire générale adjointe du SNPDEN (principal syndicat des chefs d'établissement) et proviseure d'un lycée à Lille, cette annonce est tout simplement "ridicule".

"Soit ils décident de fermer totalement les établissements, soit ils les laissent ouverts puisque les enfants ne sont pas contamineurs", suggère-t-elle en regrettant "à nouveau une demi-mesure annoncée à la hâte".

"Jeudi, vendredi ou même samedi matin pour certains établissements, il y a des examens prévus, on ne va pas tout annuler comme ça", peste-t-elle.

Céline, professeure d'histoire-géographie dans une ville moyenne du Haut-Rhin, a fait le même constat. Dans son collège classé REP+, un brevet blanc est organisé mercredi et jeudi. "Soit il y a école, soit il n'y a pas école et on ferme les établissements", a-t-elle relevé.

"La règle reste celle d'aller à l'école"

Interrogé sur RTL, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer s'est voulu rassurant. "Ne compliquons pas ce qui ne l'est pas, les choses fonctionnent normalement jusqu'à la fin (de la semaine) et dans les cas, sans doute relativement rares où une famille décide l'autoconfinement, alors on accepte l'absence, c'est toléré", a-t-il expliqué, rappelant que "la règle reste celle d'aller à l'école" jeudi et vendredi.

Interrogé sur une potentielle fermeture des écoles si l'épidémie s'intensifiait, le ministre a affirmé que l'"objectif est vraiment que la dernière chose qui fermerait en cas de confinement nouveau, ce serait l'école".

Pour le SE-Unsa, cette annonce constitue un "manque de respect des personnels qui découvrent, en même temps que tout le monde, une mesure qui, par son fond et par sa forme, ne fait aucun cas des longues semaines d'investissement pour maintenir la scolarité des élèves dans un confinement qui a ralenti l'épidémie jusqu'aux derniers allègements qui ne concernent pas le champ scolaire".

Pierre, enseignant en maternelle près de Paris s'est dit "interloqué". "Les parents d'élèves nous posent des questions et nous ne sommes même pas capables de répondre clairement car nous n'avons encore une fois aucune directive claire de la part du ministère, ce n'est pas sérieux", déplore-t-il.

"Cette annonce m'a mise hors de moi: c'est quoi cette demi-décision qui n'a pas de sens ?", s'est interrogée Julie, mère de trois enfants de l'élémentaire au lycée.

"Au collège ou au lycée, je ne peux pas dire à mes enfants de rater deux jours de cours, trop conséquents à rattraper. Il aurait fallu dans ce cas annoncer que c'était deux jours banalisés où les enfants ne travaillent pas vraiment", lance-t-elle.

Marion, mère de deux enfants en élémentaire et au collège est elle catégorique: "hors de question qu'ils ratent l'école deux jours à la dernière minute. Et ce ne sont pas deux jours de contacts avec la classe qui vont les rendre plus contamineurs, il aurait fallu dans ce cas fermer les écoles une semaine", estime-t-elle.

Selon Guislaine David, cette annonce crée aussi "une rupture d'égalité entre les familles: ceux qui vont pouvoir s'arranger pour garder leurs enfants dans l'optique de protéger les grands-parents notamment, et les autres, qui ne pourront pas les garder ces deux jours parce qu'ils travaillent".

Elle évoque aussi la rentrée de janvier. "Si on considère que les enfants sont dorénavant contamineurs, alors il va falloir anticiper le retour à l'école dans trois semaines avec un protocole sanitaire renforcé".

(avec AFP)